No. 3.

AUX ELECTEURS

L'HISTOIRE

DES

Quatre Dernières Années

1887-88

Le parlement qui vient d'être dissout est le sixième depuis l'union des colonies. Après les élections du 22 février 1887, la première session du nouveau parlement fut ouverte le 13 avril.

1o. Durant cette session la politique nationale fut affermie par la revision du tarif et l'imposition de droits dans le but de développer l'industrie du fer dans ce pays.

2o. Le gouvernement poursuivant sa politique des années précédentes, s'appliqua à développer davantage les ressources du pays, en encourageant à l'aide de subventions la construction des chemins de fer.

3o. Le gouvernement établit des fermes expérimentales à différents endroits dans les provinces, afin de populariser les méthodes scientifiques et profitables de la science agricole.

Sir Richard Cartwright s'opposa aux droits sur le fer qui avaient pour objet de développer cette industrie, en disant :

" Selon moi, si nous sommes capables de produire du fer pour l'exportation nous aurions pu le faire dans le passé tout aussi bien que nous le pourrions à l'avenir, sans l'intervention de l'honorable monsieur."—Débats 1887.

M. Charlton s'opposa à ces droits sous prétexte qu'ils devaient donner comme aux Etats-Unis " un développement outré à l'industrie du fer de ce pays."

Subventions aux chemins de fer

M. McMullen, l'un des membres les plus actifs et les plus ardents de l'opposition, disait à propos des subventions aux chemins de fer représentant un montant de $1,027,041 :

" Je dois exprimer le regret que le gouvernement ait décidé, dans un nouveau parlement, de continuer à accorder des subsides à de courtes lignes de chemin de fer."

Sir Richard Cartwright disait d'un autre côté :

" Il est très vrai que si j'en eusse eu le pouvoir, j'aurais empêché tout cela dès le principe."

En d'autres termes ce monsieur donnait à entendre qu'il était hostile à toute subvention aux chemins de fer de ce genre.

L'opposition n'a pas protesté contre le principe lui-même de l'établissement des fermes expérimentales, pour lesquelles fut voté un crédit de $90,000.

Durant l'année expirant le 30 juin 1888 :

1o L'intérêt sur la dette brute du Canada fut réduit davantage. En 1867 le taux était de $4.64 o/o, en 1887, de $3.54 o/o, et en 1888, de $3.45 o/o.

2o Un emprunt de £4,000,000 sterling fut lancé sur le marché au chiffre élevé de £95.1.0 à 3 o/o. C'était le premier 3 o/o placé sur le marché anglais par une colonie anglaise, et le crédit du pays était si bon qu'il nous fut offert £12,000,000 lorsque nous n'avions besoin que de £4,000,000.

3o Le commerce du pays se trouvait dans une excellente condition, comme nous le montre la statistique suivante :

EXPORTATIONS

1887	$ 89,515,811
1888	$ 90,203,000

IMPORTATIONS

1887	$112,892,236
1888	$110,894,894

Les importations bien que diminuées furent cependant plus fortes que celles de 1885-86.

1888-89

Durant la Session 1888-89 :

1o Il fut conclu un traité avec les Etats-Unis pour le règlement des difficultés relatives aux pêcheries.

2o Il fut passé des lois pour améliorer le gouvernement des territoires du Nord-Ouest du Canada.

En ce qui concerne le traité, l'opposition d'Ontario prétendit que le Canada pouvait difficilement obtenir justice dans un temps d'agitation politique comme celle qui régnait alors aux Etats-Unis, (Sir Richard Cartwright, Débats.

Cette objection ne valait rien puisqu'il y a toujours de l'excitation politique chez nos voisins.

M. Davies, de l'Isle du Prince-Edouard, s'opposa au traité sous prétexte que les plénipotentiaires britanniques avaient tout concédé, bien que l'on criât aux Etats-Unis, comme le lui fit observer sir John Thompson, que les envoyés canadiens et anglais avaient eu beau jeu de leurs confrères américains. L'action du Sénat des Etats-Unis et du président Cleveland a rendu inutile pour le présent du moins toute discussion sur ce sujet. Durant l'année expi-

rant le 30 juin 1889, les comptes publiques accusent le surplus suivant :

Revenu	$38,782,870
Dépenses	36,917,834
Surplus	$1,875,036

La somme de $4,420,313 a été dépensée pour les chemins de fer, les canaux et travaux publics ; et la somme de $846,721 a été accordé comme subvention aux chemins de fer dans le but d'ouvrir le pays autant que possible à la colonisation, ce à quoi s'étaient opposés sir Richard Cartwright et M. McMullen.

Voici la statistique du commerce du pays.

Exportations

1887	$89,515,811
1889	39,189,167

Importations

1887	$112,892,236
1889	115,224,931

1889-90

L'année expirant le 20 juin 1890 a été remplie d'évènements les plus propres à inspirer le respect et la confiance dans le gouvernement de Sir John A. Macdonald.

1o La saisie de vaisseaux canadiens par des croiseurs américains dans la mer de Behring, pour la prétendue violation des lois des Etats-Unis, a donné lieu à des complications que tout le monde connaît. Cette affaire a été conduite avec habilité et vigueur par Lord Salisbury, aidé de l'actif ministre de la marine du Canada, l'honorable M. Tupper, qui a suivi avec beaucoup d'intelligence et de soin, les phases du débat. Il ne s'agit pas ici d'une question politique et le gouvernement recevra sans doute tout l'appui auquel il a droit pour le maintien des lois internationales et des droits des pêcheurs canadiens.

2o Le rapport de la commission royale sur le travail, commission dont Sir John A. Macdonald avait promis la nomination dans

le discours qu'il adressait aux ouvriers d'Ottawa en 1883, fut soumis au parlement. Ce rapport constitue pour ainsi dire la grande charte des ouvriers du Canada, et montre le soin avec lequel le grand chef conservateur protège les intérêts de toutes les classes de la population. La politique n'a rien à faire ni dans la nomination de la commission royale, ni dans la préparation de son rapport.

Conformément au rapport de la commission, il fut passé un acte établissant un bureau de statistiques pour le travail durant la session de 1890. Cet acte servira de supplément au recensement, dont les renseignements sur les nombreuses questions qui se rattachent au travail, permettront au bureau de poursuivre son œuvre si intéressante pour notre pays.

Les finances de l'année expirant le 30 juin 1890 étaient dans un excellent état.

La somme de $1,678,195 fut payée à titre de subventions à ces chemins de fer que l'opposition s'était refusé à aider.

Le taux de l'intérêt sur la dette brute diminua de $3.52 à $2.37 et celui de la dette nette de $3.07 à 2.79.

Le surplus du revenu sur les dépenses s'est élevé à $3,885,892.

Un dossier de dix années

Nous donnons ci-dessous le bilan du présent gouvernement depuis son avènement au pouvoir en 1870, au sujet du fonds consolidé. L'année financière 1880-81 est la première pour laquelle ce gouvernement soit responsable, vu que les estimations et les dépenses de 1879-80 avaient été préparées par ses prédécesseurs.

SURPLUS

1880-81	$ 4,132,743
1881-82	6,316,351
1882-83	7,064,492
1883-84	754,255
1886-87	97,313
1888-89	1,865,035
1889-90	3,885,893
Total des surplus	$24,116,082

DEFICITS

1884-85	$ 2,240,058
1885-86	5,834,571
1887-88	810,031
Total des déficits	$ 8,884,660

Total des surplus	$24,116,082
Total des déficits	8,884,660
Total des surplus	$15,231,422

APPUYEZ DONC LE GOUVERNEMENT DES SURPLUS !